

A propos des structures démographiques rurales : problèmes de définition et l'évolution de la population rurale mondiale

Robert CHAPUIS

1988 – Exposé Sydney

Plutôt que des structures démographiques rurales proprement dites, j'ai choisi de parler ici des problèmes qui se posent au géographe qui veut étudier la démographie rurale dans le monde. Je retiendrai ici quatre problèmes. Auparavant, je voudrais remercier mon collègue J.B. CHARRIER qui a accepté de me confier 1^e manuscrit d'un ouvrage intitulé "Villes et campagnes", à paraître cette année (éd. Masson) et dont je me suis en partie inspiré.

LA PAUVRETÉ LES DONNÉES STATISTIQUES

Si les données statistiques disponibles sont généralement abondantes sur les pays développés, dans ceux de l'Est comme dans ceux de l'Ouest, par contre elles sont souvent pauvres ou difficilement accessibles dans les pays en voie de développement (PVD). Par exemple, l'annuaire démographique des Nations Unies ne donne les taux bruts de natalité et de mortalité de la population rurale que pour 15 PVD; l'Inde, l'Égypte, le Bangladesh y figurent, mais pas la Chine, l'Indonésie, le Pakistan, le Brésil, le Mexique qui rassemblent à eux seuls près d'un milliard de ruraux !

En réalité, ces données existent parfois, mais elles ne sont pas ou mal diffusées en dehors du pays. Je suggère, à ce propos, que notre Commission se penche sur le problème et qu'elle crée un réseau d'échanges de données sur la démographie rurale du plus grand nombre possible de pays du monde (mais pourquoi pas aussi sur l'économie, la société, la culture), en vue de la constitution d'une vaste base de données homogénéisées.

LA DIVERSITÉ DES DÉFINITIONS DE LA POPULATION RURALE

L'annuaire des Nations Unies recense une centaine de définitions de la population urbaine, et donc en négatif de la population rurale, utilisées dans le monde ! Fort heureusement certaines se ressemblent.

La méthode la plus courante consiste à fixer une taille limite entre ville et campagne, mais cette limite varie sensiblement d'un Etat à l'autre. La barre des 2 000 habitants est une des plus utilisées. On la trouve dans des pays aussi différents que la France, la République Démocratique d'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, Israël, l'Éthiopie, le Libéria, le Honduras, la Bolivie, Cuba...

Des bornes très voisines se retrouvent dans d'autres pays. Celle des 2 500 habitants est fréquente. Elle est utilisée aux USA au Mexique, au Venezuela, à Porto-Rico, aux Samoa, à Guam, à Bahreïn ; par contre on descend à 1 500 habitants à Panama.

La limite tombe parfois plus bas. C'est le cas au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Irlande, où elle est à 1 000 habitants. Elle descend encore plus bas, c'est-à-dire à 200 habitants dans les pays scandinaves (Danemark, Islande, Norvège, Suède). Elle est proche en Albanie (400 habitants), en Nouvelle-Calédonie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée (500).

La barre des 5 000 habitants est, avec celle des 2 000, une des plus souvent retenues. C'est le cas au Cameroun, au Ghana, au Mali, au Soudan, au Tchad, en Zambie, en Inde, en Iran, en Autriche, en Tchécoslovaquie. Exceptionnellement, la limite peut monter jusqu'à 9 000 habitants au Népal, 10 000 au Sénégal, en Jordanie, au Portugal, et même jusqu'à 50 000 au Japon !

Il faut ajouter que si, dans la plupart des cas, la taille de la population est le seul critère, parfois on en adjoint d'autres. Dans certains cas, on annexe aux villes proprement dites, et donc on retire à la population rurale, la population des couronnes urbanisées voisines, comme aux USA, au Canada, en France, en Irlande, aux Pays-Bas, à Porto Rico, aux Samoa, à Guam.

Dans d'autres cas, en plus du critère de taille, on tient compte de la nature des activités. Un certain pourcentage d'actifs agricoles ne doit pas être dépassé pour que la population reste urbaine comme au Zaïre, en Zambie, en Israël, en Inde, au Japon, ce pourcentage allant du tiers (Israël) au trois-quarts (Inde), en passant par 40 % au Japon. Parfois une certaine densité doit être atteinte : 390 hab./km² en Inde, 100 habitants par hectare de surface bâtie en Tchécoslovaquie. Parfois encore, l'agglomération doit être dotée de certains équipements de caractère urbain (Cameroun, Soudan, Honduras, Panama, Inde), lorsque ces conditions ne sont pas réunies.

En sens contraire, on considère quelquefois comme urbaines des agglomérations dont la taille est inférieure à la limite officielle si elles remplissent certaines conditions d'équipement (Honduras, Japon, Tchécoslovaquie, Nouvelle-Calédonie) ou d'activités (moins de 20 % d'actifs agricoles aux Pays-Bas et au Zaïre).

Enfin, certains pays combinent de nombreux critères. En Inde, la ville doit avoir à la fois plus de 5 000 habitants, plus de 390 hab./km², moins de 75% d'actifs agricoles et des caractéristiques urbaines prononcées. Le record est détenu par la Tchécoslovaquie où les agglomérations de plus de 5 000 habitants doivent avoir également plus de 100 habitants par hectare bâti, au moins cinq médecins, un pharmacien, une école secondaire, un hôtel, un terminal bus, moins de 10 % d'actifs

agricoles, etc. ; pour les villes de 2 à 5 000 habitants, les niveaux retenus sont un peu abaissés.

Dans un assez grand nombre de cas, le critère est tout simplement administratif. Parfois les chefs-lieux administratifs d'un certain niveau sont considérés comme des villes. Au Malawi , au Mali, en Mongolie et à Chypre ce sont les chefs-lieux de districts, au Rwanda les préfectures, au Costa-Rica les cantons (avec quelques exceptions), en République Dominicaine et au Brésil les municipios et les districts municipaux, au Salvador les municipios, à Haïti les communes, au Nicaragua les départements et les municipios, en Equateur les provinces et les cantons, au Paraguay les départements et les districts, en Indonésie les municipalités et les capitales de régence, en Syrie les districts et les sous-districts, en Égypte les gouvernements et les districts, en Turquie les provinces et les districts, en Iraq les communes, en Jordanie les sous-districts...

Parfois la liste des villes est dressée directement, selon des critères divers, par l'administration. C'est le cas au Bénin, au Botswana, au Burundi, au Swaziland, au Togo, en Tanzanie, en Haute-Volta, au Tanganyika, au Zimbabwe, en Mauritanie, à l'île Maurice, au Maroc, en Guyana, en Afghanistan, en Corée, en Finlande, au Groenland, en Hongrie, en Pologne...

On voit donc l'extraordinaire variété des définitions de la population urbaine, et donc de son négatif, la population rurale. Cette variété correspond certes, dans certains cas, à une nature différente de la population rurale. Si l'on appliquait aux pays scandinaves la limite des 50 000 habitants du Japon, ou même celle des 10 000 du Portugal, il ne resterait pas beaucoup de villes dans ces pays. Mais dans bien des cas, la limite entre population rurale et population urbaine correspond à des choix historiques, faits selon des critères divers et qui ne correspondent pas toujours, par ailleurs, aux réalités d'aujourd'hui. En France, par exemple, un certain nombre d'auteurs mettraient volontiers la barre à 5 000 habitants et certains (le sociologue Mendras, l'historien Braudel) iraient même jusqu'à 15 000 habitants, ce qui manifestement est très exagéré.

Cette variété des définitions ne pose pas seulement un problème pratique d'homogénéité des sources. Elle pose un grave problème de fond : lorsque nous parlons, dans nos différents pays, de structures et d'évolution de la population rurale, parlons-nous vraiment de la même population ? Scandinaves, Américains, Français, Indiens, Portugais parlent-ils exactement du même phénomène lorsqu'ils analysent la population rurale de leur pays ?

A supposer que nous parlions du même phénomène, un autre problème se pose de façon plus aiguë lorsque nous étudions la population rurale elle-même, au moins dans les pays développés. C'est celui de la définition et de la nature de la population rurale d'une part, et de la population rurale profonde d'autre part.

LES RURBAINS : CITADINS OU RURAUX ?

On sait qu'un mouvement, parti dès les années 1940 d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne, passé d'abord au Benelux puis en Allemagne, un peu plus tardivement en France, plus tardivement encore en Europe méditerranéenne, a poussé de nombreux citadins à quitter leur ville pour la campagne. Ils ont délaissé d'abord les centres villes, puis les villes-centres et parfois même l'ensemble des agglomérations urbaines pour des franges de plus en plus lointaines. C'est ce que l'on appelle la rurbanisation. On en connaît les raisons dues à la fois à la crise urbaine (ghettos, violence, pauvreté), à l'attractivité des espaces périurbains (prix des terrains, nature, espace) et à la généralisation de l'automobile.

Malgré un tassement visible dans les pays qui ont été les plus tôt touchés (notamment les USA et le Benelux), tassement qui se traduit par un certain retour vers les centres villes, le phénomène atteint actuellement une ampleur considérable. Dans un pays comme la France, où la rurbanisation ne s'est pourtant généralisée que dans les années 1970, dès à présent six ruraux sur dix vivent dans les zones rurbaines, c'est-à-dire dans les Zones de Peuplement Industriel et Urbain (ZPIU) définies par l'INSEE.

Plusieurs questions se posent à ce sujet. Tout d'abord celle de la définition des populations rurbaine et rurale profonde. On retrouve, mais cette fois à l'intérieur de la population rurale, le même problème que celui qui s'est posé à propos de la définition de la population rurale elle-même. Lorsque nous parlons des populations rurbaines de nos différents pays, parlons-nous vraiment de la même population ?

Les ZPIU françaises, par exemple, ne sont pas exactement les Standard Metropolitan Statistical Areas des USA.

Deuxième question. Ces zones rurbaines, qui gardent certains caractères ruraux (verdure, faible densité, maintien d'agriculteurs), mais qui dépendent fonctionnellement des villes, doivent-elles être annexées aux villes dont elles semblent être une sorte de halo ?

Cette annexion se fait parfois effectivement au plan administratif, comme en République Fédérale d'Allemagne où les communes sont annexées à la ville au fur et à mesure de leur rurbanisation : ainsi Duisbourg, agglomération de 600 000 habitants, s'étend sur 230 km², soit environ 20 x 10 km environ. Par contre, en France, les communes rurbaines s'accrochent généralement au maximum à leur autonomie et refusent souvent de se faire absorber. Parfois c'est au niveau de la recherche que l'on annexe la population rurbaine à la population urbaine. Or, selon que l'on agrège ou pas l'espace rurbain à l'espace urbain ou à l'espace rural, les évolutions démographiques apparaissent complètement différentes.

Par exemple en France, si l'espace rurbain avait été annexé à l'espace urbain entre 1968 et 1975, l'évolution de la population rurale aurait été catastrophique : réduite à la seule population rurale profonde, elle aurait diminué de 0,75 % par an, du fait à la fois d'un bilan migratoire très négatif (-0,63 % par an) et d'un bilan naturel légèrement négatif (-0,12 % par an). Par contre, en agrégeant l'espace rurbain à l'espace rural, la population rurale se serait cette fois maintenue à peu près entre ces deux recensements (-0,12 % par an), grâce à un bilan migratoire faiblement négatif (-0,14 %) et à un bilan naturel légèrement positif (+0,02 % par an). Dans la même optique, une autre question se pose. Qui, en effet, est le mieux placé pour étudier la population ruraine : le géographe rural ou le géographe urbain ? Question à laquelle chacun répond en fonction de sa propre orientation...

Mais, beaucoup plus grave que ce problème de concurrence interne à la géographie, finalement secondaire, se pose la question de l'unité de l'espace rural. Celui-ci, désormais fondamentalement diversifié, peut-il encore faire l'objet d'une interprétation unique et cohérente ? En effet, tant que l'espace rural a été essentiellement agricole (pendant longtemps on a confondu, au moins en Europe, rural et agricole), l'analyse des systèmes de production, des structures démographiques et sociales des paysages agraires a servi de fil conducteur, ou même de colonne vertébrale, à l'analyse des espaces ruraux et a donc donné à celle-ci son unité. Dès le moment où, dans les pays développés, les agriculteurs sont devenus minoritaires, et parfois très minoritaires, dans l'espace rural (USA 10 %, France 23 %) et où les catégories socio-professionnelles ont tendu à ressembler à celles des villes, l'analyse a perdu son fil directeur ; elle doit se faire maintenant sur d'autres bases.

Pour s'en tenir à la démographie, on constate que, même si l'on prend en compte l'ensemble de la population rurale (et pas seulement la population rurbaine), celle-ci se clive en réalité en deux fractions aux évolutions démographiques complètement opposées. Alors que la population agricole diminue rapidement, la population non agricole augmente. C'est le cas aux USA où l'accroissement du nombre des non-agricoles a compensé la diminution du nombre des agriculteurs entre 1950 et 1970 et l'a dépassé depuis. C'est le cas également en France et dans d'autres pays d'Europe. La question se pose donc de savoir si la population rurale est encore un objet d'étude suffisamment cohérent pour mériter une analyse particulière avec des méthodes spécifiques. Cette question se pose notamment si l'on étudie l'évolution de la population rurale dans l'ensemble du monde.

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION RURALE DANS LE MONDE

Ce qui frappe en effet c'est la diversité des évolutions. Ce fait peut apparaître, à première vue, comme tout à fait paradoxal. En effet, on sait que la population mondiale s'urbanise rapidement : 3 % des hommes étaient des citadins en 1800, 15 % en 1900, 30 % en 1960, 42 % en 1985 ; ils seront environ 50 % vers l'an 2000. On pourrait croire, dans ces conditions, que la population rurale diminue au même

rythme. En valeur relative, c'est vrai puisque, comme on vient de le voir, dans une dizaine d'années les citadins seront aussi nombreux dans le monde que les ruraux, alors que ces derniers étaient l'écrasante majorité il y a moins d'un siècle.

Par contre, si l'on raisonne en valeur absolue, les choses changent complètement. En effet, la population du monde augmente rapidement et donc une diminution en pourcentage ne signifie pas une diminution en valeur absolue. On peut même affirmer que les effectifs de la population rurale mondiale continuent d'augmenter. Mais il est vrai que les situations sont très variables selon les pays.

En schématisant beaucoup, on peut dire que, paradoxalement, la population rurale augmente ou se maintient, à la fois dans les pays occidentaux les plus développés et dans les pays en voie de développement, mais pour des raisons tout à fait différentes.

La plupart des PVD s'urbanisent rapidement, on le sait en moyenne la population urbaine y augmente chaque année de 4,8 %. Or, si cette augmentation est due en bonne partie (2,8 %) à un bilan naturel très positif (la natalité reste forte alors que la mortalité baisse, c'est la transition démographique), elle est également due pour près de moitié (2 %) à l'installation de ruraux dans les villes.

L'exode rural alimente donc largement la croissance, mais ces départs ne représentent au total qu'un prélèvement assez faible sur les campagnes (environ 1,4 % par an), prélèvement inférieur à l'augmentation naturelle de la population. C'est que les campagnes connaissent elles aussi la transition démographique : si la mortalité y est supérieure à celle des villes (encadrement médical plus médiocre, population un peu plus âgée), la fécondité y est restée également supérieure car les traditions s'y sont mieux conservées et l'analphabétisme, qui lui aussi favorise la fécondité, y est souvent supérieur de 50 à 100 % à celui des villes.

En conséquence, si dans les PVD, la population rurale diminue en pourcentage par rapport à la population urbaine, elle augmente en valeur absolue. Entre 1965 et 1980, la population rurale chinoise a augmenté d'environ 130 millions de personnes, celle de l'Inde s'est accrue de 120 millions, celle d'Indonésie en a gagné 30, celle du Pakistan et de Thaïlande chacune 13. La population rurale a augmenté également au Mexique, aux Philippines, au Zaïre, en Égypte, en Turquie. Les exceptions sont rares, comme Cuba, l'Iran, le Brésil qui maintiennent leur population rurale au même niveau.

Dans les pays développés occidentaux, la population rurale a elle-aussi tendance à augmenter (mais lentement) en valeur absolue et à se maintenir en valeur relative, alors que pendant environ un siècle, elle avait diminué presque constamment sous l'effet de la modernisation de l'agriculture qui supprimait des emplois à la campagne, et de l'industrialisation puis de la tertiarisation qui créaient des emplois en ville.

Les migrations des ruraux, et notamment des agriculteurs, vers les villes, si elles n'ont pas complètement cessé (en France, 500 000 ruraux sont venus s'installer en ville entre 1975 et 1982), sont désormais très inférieures à l'arrivée des citadins à la campagne (en France 1 500 000 entre 1975 et 1982). L'augmentation de la population rurale qui est due, on l'a vu, à la rurbanisation, mais aussi au retour des retraités à la campagne, a pour corollaire un tassement ou un arrêt de la croissance urbaine.

En France, entre 1975 et 1982, la population des villes n'a augmenté que de 0,3 % par an, alors que celle des campagnes s'est accrue de 0,9 % ; les villes-centres se sont généralement dépeuplées ; à Dijon, par exemple, la population a diminué de 1,04 % par an entre 1975 et 1982. Aux USA, les central cities se dépeuplent, les suburbs gagnent un peu ; les zones non métropolitaines s'accroissent rapidement. Au Royaume-Uni, toutes les grandes conurbations se retrouvent moins peuplées en 1981 qu'en 1971. Ce retournement de situation se note dans la plupart des pays développés occidentaux ainsi qu'au Japon. Il touche également certains PVD, comme le Mexique, le Brésil, la Corée du Sud et la périphérie de quelques grandes villes d'autres pays.

La rurbanisation n'a pas seulement des conséquences économiques et sociales (migrations quotidiennes, diversification des catégories sociales, etc.), mais également des conséquences démographiques : rajeunissement de la population rurale (car ce sont généralement des couples jeunes qui viennent s'installer) et donc relèvement de la natalité, baisse de la mortalité et finalement meilleure santé démographique.

Le troisième grand type d'évolution est celui des pays où la population rurale diminue, à la fois en pourcentage et en valeur absolue. Ce sont des pays où l'exode rural est rapide et où il n'est pas compensé par un solde naturel suffisant. C'est le cas d'une bonne partie des pays de l'Est et notamment de l'URSS. Dans ce pays la population rurale qui était de 131 millions en 1940 (67 % de la population totale) est passée à 109 millions en 1959 (52 %) et à 100 en 1979 (38 %), malgré un solde naturel qui, bien qu'en diminution, reste positif. On remarquera cependant que ces chiffres globaux recouvrent des situations diversifiées : la population rurale continue d'augmenter en Asie centrale, car le croît naturel est élevé (on retrouve ici la situation des PVD), alors qu'elle diminue en Europe et en Sibérie.

On rencontre des situations semblables à celles des pays de l'Est en Europe du Sud où, l'Italie exceptée, la rurbanisation n'a pas encore atteint l'importance qu'elle a en Europe de l'Ouest ou du Nord. La situation n'est pas très différente également dans certains pays d'Amérique latine, surtout ceux du Sud, où l'exode rural continue, mais où la baisse de la natalité ne permet plus aux campagnes de maintenir leur population.

CONCLUSION

On voit donc que l'étude des structures et de l'évolution de la population rurale dans le monde posent de gros problèmes, aussi bien au niveau des sources, qu'au niveau des définitions, et qu'au niveau de l'analyse des phénomènes eux-mêmes. Ce qui ne signifie pas qu'il faille abandonner l'idée d'une étude systématique de cette population que notre Commission devrait se charger d'engager.